



# Guerre : maîtriser la violence humaine et technologique

L'armement létal de demain, potentiellement accessible aux organisations terroristes, ne saurait échapper au contrôle du soldat, formé et entraîné à la maîtrise de la violence par ses qualités humaines, à savoir la force, la justice, la prudence et la tempérance.

Ce thème a été abordé lors d'un colloque organisé, le 23 mai 2018 à Paris, par l'Ecole de guerre. Y sont intervenus : Mgr Antoine de Romanet, évêque aux Armées ; Jean-Baptiste Jeangène-Vilmer, directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire ; le général de division Benoît Durieux, chef du cabinet militaire du Premier ministre ; le lieutenant-colonel Jean-Gaël Le Flem et le capitaine de frégate Olivier Brossolet, stagiaires à l'Ecole de guerre.

**La guerre des robots.** Un système d'arme létal autonome (SALA) ou « robot tueur » est capable de choisir sa cible et de s'adapter à un environnement évolutif sans intervention humaine, explique Jean-Baptiste Jeangène-Vilmer. Le robot tueur se différencie du système d'arme automatique, qui réagit toujours de la même façon aux mêmes stimuli, que ce soit à bord d'un navire, sur un camion ou

à partir d'un point fixe. Ainsi, les systèmes SGR-A1 surveillent la frontière entre les deux Corées. Si l'homme est dans la boucle décisionnelle, il peut arrêter le processus à tout moment (drones télépilotes). S'il ne l'est pas, l'arme continue sa mission, même en cas de rupture de communications (missiles tirés de sous-marins). Les SALA font l'objet d'un débat au sein de la représentation de l'ONU à Genève, où se prennent les décisions sur le droit humanitaire, dans le cadre de la Convention sur certaines armes conventionnelles. Les discussions annuelles réunissent 30 Etats et aussi des organisations non gouvernementales. Celles-ci, partisans de l'interdiction préventive des SALA, ont rallié à leur cause 26 Etats d'Afrique, d'Amérique latine et du Moyen-Orient, l'Autriche et même la Chine, mais seulement pour les SALA « entièrement autonomes ». Selon Jean-Baptiste Jeangène-Vilmer, un débat moral sous-jacent entre sur la scène politique : la guerre souhaitable doit-elle être conforme à une norme (le droit) ou à des règles si elle entraîne de meilleures conséquences sur l'issue d'un conflit ? Ainsi, un bombardement sans discrimination, comme en Syrie par les forces russes et celles du régime syrien, apparaît plus problématique que le tir ciblé et sans dégât collatéral d'un SALA sur un pickup armé. Pourtant, les partisans de l'interdiction des SALA estiment que ceux-ci engendrent des risques : abaissement du seuil de l'emploi de la force, incitant des Etats à s'en doter ; course aux armements entre la Russie, la Chine et les Etats-Unis ; asymétrie des moyens, notamment par l'emploi d'essaims de SALA pour saturer les défenses anti-aériennes (argument de la Chine) ; réaction en chaîne incontrôlable ; acquisition de SALA par des organisations terroristes. Faute d'une entité supra-étatique de vérification avec des pouvoirs contraignants, les discussions semblent s'orienter vers un « code de bonne conduite » s'appuyant sur le droit applicable existant, en y incorporant certaines règles. Il ne s'agit plus d'empêcher la course aux armements dotés d'intelligence artificielle, mais de contrôler la situation pour ne pas inciter certains Etats à développer des SALA, conclut Jean-Baptiste Jeangène-Vilmer.

**Guerre et politique.** Depuis des siècles, le concept européen de la guerre consiste à dépasser la contradiction entre la violence (nier l'autre) et la politique (définir ensemble un avenir commun), explique le général Durieux. La guerre est d'abord un reflet de l'environnement politique et une approche déterminante du sens de l'Histoire. Ainsi, en 1815, une victoire de Napoléon à Waterloo n'aurait pas réglé la crise politique profonde. De même en 1962, le général de Gaulle avait compris que la guerre d'Algérie n'entraînait plus dans le combat politique. Aujourd'hui, l'usage de la guerre (déclarée) s'avère difficile, en raison de la

pression médiatique et de l'évolution de l'opinion publique. La violence politique, visible, se présente comme un moyen « juste » face au « mal ». Elle apparaît comme une solution simple à un problème complexe et apporte des résultats rapides à une situation qui dure. Une belle opération tactique attire toujours les militaires, car techniquement bonne, immédiate et visible. Mais une réflexion s'impose sur son sens stratégique, à savoir l'évolution de la situation politique et une appréciation correcte de la guerre. Une autre concerne le statut de la guerre en tant que violence régulée. En cent ans, rappelle le général Durieux, la guerre a été rendue justifiable (droit international), impossible (dissuasion nucléaire) et inutilisable (opérations ciblées). Mais la violence s'accroît par l'élimination de l'adversaire, pour ne pas avoir à négocier avec lui. L'autorité politique fixe les objectifs, les militaires remplissent leur mission puis l'autorité politique reprend la main, par la diplomatie. De fait, dans la doctrine occidentale de l'effet recherché, l'autorité politique joue un rôle militaire par les plans de frappe et règles d'engagement. En opération extérieure, les militaires exercent un rôle politique par leur interaction avec les chefs de milices locales et entités non-étatiques.

**Retours d'expériences.** Selon le lieutenant-colonel Le Flem, lors de l'engagement en Afghanistan (2001-2014), la maîtrise de la violence, pour la coalition occidentale, concernait la limite à ne pas dépasser mais, pour les Afghans, la capacité à vivre sereinement. Il s'agissait donc de comprendre cet écosystème et le risque de dégâts collatéraux par une surutilisation de la violence. Le chef militaire devait rendre ses hommes capables de violence en opération, tout en restant à des niveaux acceptables sur les plans technique et humain. De son côté, le capitaine de frégate Brossolet a souligné l'importance de la sélection des personnels des forces spéciales, aptes à maîtriser tout le spectre de la violence pour ne l'utiliser qu'au niveau requis, implacable ou très mesuré. Il s'agit de permettre à l'autorité politique un contrôle maximal de l'opération pendant un maximum de temps. Cela nécessite une planification extrême et élaborée en commun à tous les échelons, pour imaginer des solutions tactiques favorisant le contrôle de la violence et limitant les dommages collatéraux. Il s'agit d'éviter les dérives dues au surmenage, lors de la lutte contre le terrorisme ou la libération d'otages.

## **Loïc Salmon**

*Mgr Antoine de Romanet a mis en garde contre le risque de déshumanisation dû*

*au sentiment d'invulnérabilité. La période de 1985 à 1995 a vu la transformation du vivant, celle de 1995 à 2005 l'essor des nanotechnologies et la suivante leur combinaison avec les communications. Il s'agit donc de savoir jusqu'où laisser la machine décider seule dans un contexte stable ou évolutif. La robotisation déresponsabilise, car chaque partie a été programmée par des individus isolés du « tout ». Malgré la tentation de toute-puissance (technologique), le soldat doit conserver une part de responsabilité pour pouvoir vaincre l'adversaire. L'enjeu consiste à éviter de transformer en machine l'homme par nature vulnérable, car en relation entre la biologie et le psychisme (émotion).*

Lieutenants en Afghanistan, retour d'expérience

Forces spéciales : opérations selon le droit de la guerre